

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

# Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 63

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2650 - Prix : 1€

## ÉDITORIAL

Contre le camp du grand capital, pour celui des travailleurs: votez pour la liste conduite par Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier

Le chantier de la NRL à l'arrêt, les entreprises attributaires demandent... une rallonge !

Page 4

## Européennes

Échos de campagne ...à Saint-Philippe

Page 9

**Nathalie Arthaud** lors du meeting le 10 mai à Paris : "Pour un parti communiste révolutionnaire"

**Ghislaine Joachim-Arnaud** : "Des fortunes construites sur le trafic d'esclaves"

Page 10

# Contre le grand capital, le camp des travailleurs



## **Contre le camp du grand capital, pour celui des travailleurs : votez pour la liste conduite par Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier**

Dans quelques jours, nous serons conviés à élire les députés au parlement européen. Les politiciens des partis de gouvernement nous disent que voter pour leur liste serait un vote « utile ». À entendre les uns, il faudrait voter « utile » contre Macron, pour Bardella-Le Pen, c'est-à-dire pour une liste qui prétend améliorer le sort des classes populaires... en les divisant, en dressant les travailleurs français contre les étrangers. À en croire les autres, il faudrait voter « utile » contre Le Pen... et donc pour la liste macroniste.

Nous n'avons pas à choisir. Ni Macron, ce président des riches. Ni Le Pen, qui s'exhibe en Italie aux côtés de tous les dirigeants xénophobes et antiouvriers d'Europe, comme ceux qui, au pouvoir en Autriche, permettent aux patrons de faire travailler les salariés jusqu'à 60 heures par semaine.

À chaque élection, les partis de gouvernement demandent aux travailleurs de voter pour eux. Mais tous se placent sur un même terrain : ils ne remettent pas en cause le système économique dans lequel nous vivons. Dans ce système, les véritables décisions ne se prennent pas aux élections, mais dans les grandes familles bourgeoises, dans les conseils d'administration des grandes entreprises. On le voit en ce moment avec les différents plans de suppressions d'emplois. Carrefour en annonce près de 3 000. Auchan vend 21 magasins et supprime près de 800 emplois ; la famille Mulliez, qui en est propriétaire, a augmenté sa fortune de 25 % en un an. La multinationale Ford ferme son usine de Blanquefort et licencie ses 800 salariés. Dans les trois cas, ni le parlement européen ni le parlement français n'ont été consultés ! La dictature économique des capitalistes se moque bien des élus et des élections.

Les élections ne changent pas la vie des travailleurs. À plus forte raison dans le cas du parlement européen : bien malin qui pourrait dire ce que cette assemblée change effectivement ! Les élections permettent de dire ce qu'on a sur le cœur. S'abstenir, c'est laisser d'autres parler à notre place. Alors ne nous laissons pas voler notre voix.

Pour les travailleurs, le seul vote utile, c'est le vote ouvrier. Dans ce scrutin du 26 mai, avec la liste de Lutte ouvrière, conduite par Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier, les travailleurs peuvent exprimer clairement leur identité de classe.

Ses candidates et ses candidats sont des ouvriers, des employés, des techniciens, des cheminots ou des enseignants. Ils savent ce que vivre avec des salaires ou des pensions modestes signifie. Ils connaissent l'intensification des rythmes de travail, les horaires décalés, la précarité et les restructurations permanentes.

Cette liste milite pour l'augmentation générale des salaires, des pensions et des allocations, et leur indexation sur les prix. Pas un salarié ne devrait gagner moins de 1800 euros net par mois.

Le gouvernement prétend que le chômage baisse, mais 5,6 millions de personnes sont inscrites à Pôle emploi. Pour s'attaquer à ce fléau, il faudra interdire les licenciements et répartir le travail entre tous. Comment accepter que des entreprises bénéficiaires puissent se débarrasser de salariés ?

On nous dit qu'il n'y a pas d'argent pour les Ehpad, pour les urgences hospitalières et pour les services publics. Comment se fait-il que certains puissent, quand il s'agit de restaurer Notre-Dame, déboursier 100 ou 200 millions d'euros ? Oui, il y a de l'argent dans notre société. Mais contrairement à ce que dit Macron, il ne ruisselle pas du haut vers le bas, mais il est aspiré du bas vers le haut. Il faut donc que les travailleurs contrôlent les comptes des entreprises et les fortunes privées.

Pour imposer ces revendications, il faudra des luttes massives et puissantes du monde du travail. Il faudra remettre en cause la domination du grand capital et l'exproprier. Cela ne se joue pas dans une élection. Mais il est possible d'y affirmer son appartenance au camp des travailleurs et sa volonté de s'opposer à la dictature du grand capital. La seule liste à dire que les travailleurs, qui font fonctionner toute la société, doivent affirmer leurs intérêts matériels et politiques, est la liste de Lutte ouvrière. C'est la seule liste à dire qu'ils doivent diriger la société, l'organiser et la faire fonctionner pour les besoins de la collectivité, et non pour une minorité de privilégiés.

Le 26 mai, votez pour la liste de Lutte ouvrière.

## Future baisse d'impôt : la majorité des travailleurs pas concernée...

Lors de sa conférence de presse qui a clôturé le « grand débat » Macron a annoncé qu'il allait baisser les impôts sur le revenu à partir du 1er janvier 2020 pour soi-disant relever le pouvoir d'achat des Français.

Une mesure qui ne rapportera rien aux 77 % des foyers réunionnais qui ...ne sont pas imposables !

Pour les travailleurs qui seraient susceptibles de bénéficier de cette baisse « significative » voulue par Macron, celle-ci n'excéderait pas 350 euros en moyenne, soit moins de 30 euros par mois !

Une misère comparé aux milliards donnés aux riches capitalistes qui ne paient plus l'impôt sur la fortune, qui

empochent le CICE, qui paient de moins en moins d'impôts sur les sociétés, etc. Et Macron ose parler de « justice fiscale » !

Une meilleure justice serait de supprimer la TVA qui frappe davantage les plus pauvres que les riches et qui est en constante augmentation parce que proportionnelle aux prix des marchandises qui ne cessent de grimper.

Une véritable hausse du pouvoir d'achat pour les classes populaires serait l'augmentation immédiate de 300 euros des salaires, des retraites et des allocations, un revenu mensuel minimum de 1800 euros !



## Le patronat en veut toujours plus

Le président de la Fédération des Entreprises d'Outre-Mer, Jean-Pierre Philibert, est remonté au créneau à l'occasion d'une réunion tenue dans les locaux de la Bred à Paris pour mettre en garde le gouvernement de Macron devant sa possible intention de vouloir réduire les aides au patronat des DOM .

Il a déjà été entendu par le gouvernement qui a fait savoir récemment qu'il ne toucherait pas à la loi de défiscalisation en Outre-Mer, ni au CICE, ni plus généralement aux niches fiscales Outre-Mer.

Petits et grands bourgeois peuvent être rassurés, Macron ne leur fera pas de mal, au contraire ce dernier, toujours aussi sensibles aux exigences du patronat, a promis de « réexaminer le nouveau dispositif d'exonérations de charge pour corriger d'éventuels effets de bord ». Il faut entendre par là qu'il s'engage à ce que le patronat ne perde pas un centime d'exonération dans le nouveau système. Il a même surenchéri en ajoutant que « Les entreprises éligibles aux abattements

*supplémentaires dans les zones franches d'activités de nouvelle génération seraient élargies au tourisme/plaisance et à l'industrie (cosmétologie, pharmacopée et fabrication de matériaux de construction) ».*

Mais la Fedom veut encore plus. Le syndicat patronal réclame à présent que les exonérations de cotisations sociales patronales ne

concernent pas que les Smicards et les bas salaires, mais tous les salaires !

Bloquer les salaires et faire payer le salaire différé des travailleurs par la collectivité, voilà comment le patronat entend diminuer le « coût du travail », en un mot comment plumer les travailleurs !

Ne le laissons pas faire !

### PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

**MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ  
VENDREDI 7 JUIN de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-PIERRE  
SAMEDI 8 JUIN de 9H00 à 10H30**

**MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT  
SAMEDI 22 JUIN de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DU CHAUDRON  
DIMANCHE 23 JUIN de 8H30 à 10H00**

## **EDF : de l'énergie à revendre... pour taxer les petits usagers !**

Pas un mois ne passe sans qu'on nous annonce de nouvelles hausses de prix. Le mois de mai avait commencé par des augmentations importantes de la bouteille de gaz, du super et du gazole. Il finit par une confirmation de l'augmentation des tarifs EDF au 1er juillet. L'énergie électrique augmentera de 5,9 %.

Cette hausse fait suite à une demande réitérée de la direction d'EDF auprès du gouvernement de pouvoir augmenter ses tarifs de 6 % chaque année pendant trois ans. EDF doit en effet remplir ses caisses pour rémunérer ses actionnaires, mais aussi éponger les pertes d'argent qui se

chiffrent en dizaines de milliards subies lors de la construction d'EPR (centrales nucléaires de fortes puissances) à Flamanville et à Hinkley Point en Angleterre. EDF se retrouve aussi contrainte de vendre à perte sa propre production à ses concurrents pour que ces derniers, qui ne produisent souvent pas un seul kilowatt, revendent ce courant en réalisant un bénéfice !

Tout ceci montre à quel point les partisans de la privatisation des moyens de production d'électricité nous mentent quand ils affirment que la concurrence mène à la baisse du prix du courant.

Pour permettre aux capitalistes de faire main basse sur le marché de l'électricité, les politiciens de la bourgeoisie sont prêts à affaiblir l'entreprise nationalisée qui gérait jusqu'à présent l'ensemble des opérations de la production à la vente du courant en passant par l'entretien et la construction des réseaux, à mettre en danger la planification pluriannuelle de ces activités quitte à y introduire l'anarchie la plus totale et à faire payer l'addition par les petits usagers en augmentant considérablement les tarifs et en réduisant au maximum les lieux d'accueil !

## **Le chantier de la NRL à l'arrêt, les entreprises attributaires demandent... une rallonge !**

Alors que le chantier de la Nouvelle Route du Littoral se retrouve à l'arrêt du fait de l'insuffisance de roches massives disponibles, mais aussi des procès intentés par les opposants au chantier et à la création de nouvelles carrières, c'est le moment qu'a trouvé le groupement des majors du BTP chargé de la réalisation de sa construction pour réclamer une rallonge de 378 millions d'euros.

D'après certains calculs, le prix de revient de la NRL initialement an-

noncé à 1,6 milliards d'euros pourrait finir par coûter le double.

Une aubaine pour les patrons et actionnaires de Bouygues et Vinci, mais une note salée qui sera présentée à la population. Ces milliards auraient pu servir à créer à La Réunion un réseau efficace et bon marché, voire gratuit, de transports en commun et permettre de voir enfin la fin des embouteillages, mais les capitalistes des concessions automobiles, des banques, des assurances et du

BTP en ont décidé autrement avec la complicité des dirigeants de la région faisant fi des véritables intérêts de la population.

## **NRL : Profits pour les patrons, la porte pour les travailleurs ?**

L'arrêt du chantier de la NRL pour les raisons évoquées ci-contre ne sera pas sans conséquences pour les ouvriers qui y travaillent depuis 2014.

La fin prochaine de la construction de la partie sur pont couplée au non démarrage de la partie sur digue fait peser la menace de nombreux licenciements sans possibilités de retrouver un nouvel emploi pour la suite.

Préserver les emplois est le dernier souci des capitalistes du BTP. Ce qui compte pour eux, c'est de sécuriser et augmenter leurs profits.

Les travailleurs, quand ils ont fini de les pressurer, ils les jettent !



Facebook

## Gilets jaunes : les raisons de la colère demeurent

Samedi après samedi, le nombre de gilets jaunes dans les rues de France semble diminuer. Le gouvernement et une grande partie des médias s'en réjouissent. Tous ces gens-là rêvent d'enterrer les gilets jaunes, mais ils devront encore attendre, car ils restent des dizaines de milliers à continuer à manifester.

Et la colère n'est pas près de s'éteindre, car les mesures annoncées

par Macron sont largement insuffisantes pour améliorer réellement la situation des classes populaires. Pire, le gouvernement se prépare à les financer en aggravant les attaques contre les travailleurs, en continuant de supprimer des emplois dans les hôpitaux, les écoles, les transports en commun, etc.

Alors, Macron peut toujours rêver de la fin des gilets jaunes, sa poli-

tique ne fait que préparer de nouvelles explosions sociales. Pour déboucher sur un véritable changement de la situation des travailleurs, elles devront être plus larges, et notamment gagner les entreprises, là où se créent les richesses et les profits de ceux qui sont les vrais maîtres de la société, les capitalistes.

## Police : violences et impunité

Les médias ont révélé que le 9 mars dernier à Paris un jeune de 15 ans, qui avait eu le malheur d'être accosté par une personne recherchée par la police, avait été frappé, mis à terre, la tête recouverte d'un sac de tissu, par des policiers de la BAC.

Le jeune homme a été littéralement entraîné hors du fast-food où il était en train de passer commande. Comme les passants qui assistaient à la scène, il a pensé avoir affaire à des voyous qui voulaient le racketter. Ce n'est que dans la voiture où il avait été conduit de force qu'il a fini par comprendre qu'il s'agissait de policiers. Relâché sans excuses après vé-

rification d'identité, il a eu cinq jours d'interruption de travail pour blessures au visage et au thorax.

Que la police agisse de cette manière, de nombreuses affaires récentes l'ont montré. Et, comme d'habitude, la famille qui a porté plainte devra accomplir un véritable parcours du combattant pour ne serait-ce qu'un début d'explication. L'IGPN, chargée de l'enquête, n'a pas voulu visionner les images de l'arrestation qui a été filmée par des témoins. Cela augure de la suite de l'enquête qui, comme de nombreuses autres, risque de passer à la trappe.



## La Poste oui, la Banque postale non !



Les quelques jours précédant l'élection européenne se soldent par une augmentation conséquente de la charge de travail pour les postiers, qu'ils travaillent au tri ou à la distribution des plis.

La direction, plutôt que d'embaucher a décidé de mettre au second plan le tri et la distribution du courrier habituel avec les conséquences fâcheuses que cette décision pourra avoir sur les destinataires.

C'est pour dénoncer cette consigne scandaleuse que le syndicat Sud de la Poste a déclenché une grève lundi 20 mai. La direction n'a su que répondre qu'elle paierait les heures supplémentaires en cas de be-

soin. Encore heureux !

En fait sa politique consiste à réaliser le maximum de profit (le chiffre de 800 millions d'euros payés par l'État pour la distribution du matériel électoral a été cité) en spoliant les usagers par l'augmentation de la durée d'acheminement du courrier et l'augmentation régulière de ses tarifs et en réduisant au maximum la masse salariale des postiers en leur imposant suppressions d'emplois, précarité et polyvalence des métiers.

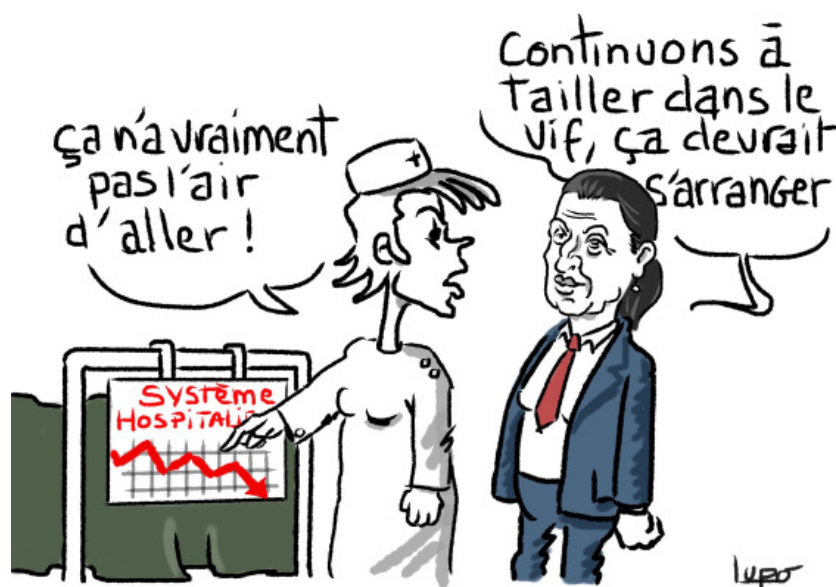
## Le capitalisme met notre santé en danger

Plusieurs médecins du CHU de La Réunion ont été contaminés par des patients porteurs de la rougeole. La direction de l'établissement de soin a alors rappelé 400 de ses agents pour vérification de leurs vaccinations. 100 ont dû être vaccinés en urgence qui ne l'étaient pas !

En 2019, à La Réunion, seulement 85 % de la population est vaccinée contre cette maladie fortement contagieuse. Or pour éviter le risque d'une épidémie, ce taux devrait être de 95 %.

Voilà qui montre bien l'incapacité du pouvoir à mettre en œuvre une politique de santé efficace.

La politique de déstabilisation des services publics menée par l'État français et ses relais locaux va jusqu'à mettre en danger la santé non



seulement des plus pauvres, mais aussi aujourd'hui du corps médical.

C'est à cela qu'on peut mesurer la régression sociale que nous impose le

pouvoir capitaliste aujourd'hui. Le mettre hors d'état de nuire serait une mesure de salubrité publique !

## DANS LE MONDE

### MALI

#### Les chefs religieux et l'intervention française

Le Premier ministre malien, Soumeylou Boubèye Maïga, vient d'être renvoyé sous la pression des dignitaires musulmans rigoristes. Ceux-ci ne s'appuient pas seulement sur les préjugés religieux, mais tentent aussi de tirer profit de l'incurie du gouvernement malien et du rejet croissant que suscite l'intervention française. L'article suivant est extrait du journal *Le pouvoir aux travailleurs* de nos camarades de l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes (UATCI-UCI).

« Ce qui a précipité la démission du Premier ministre n'est pas la fronde des députés mais surtout la fronde du milieu religieux dirigé par l'imam Mahmoud Dicko, qui rassemble des foules lors de grands meetings pour fustiger la politique du gouvernement malien. Il a dénoncé son laxisme en matière d'enseigne-

ment dans les écoles publiques et a accusé ce Premier ministre d'être un antimusulman en voulant introduire une petite dose d'éducation sexuelle jugée trop occidentalisée. Il est aussi accusé d'être incapable de faire face à l'insécurité dans le nord et dans le centre du pays, de laisser la part trop belle aux forces françaises dans la gestion du conflit militaro-politique qui prévaut dans le Nord, etc.

Toutes ces diatribes lancées par l'imam Mahmoud Dicko rencontrent un écho favorable au sein de la population. À son appel, entre autres, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté le vendredi 5 avril dans la capitale avec des slogans comme : « *Stop au génocide de la France au Mali* », « *Le seul problème du Mali, c'est la France* ».

En tout cas les travailleurs, et plus généralement les populations pauvres

excédées par la gabegie au sommet du pouvoir, par les détournements de fonds et la dilapidation des deniers publics par une clique autour du cercle présidentiel, n'ont aucun intérêt à favoriser la montée en puissance d'un imam comme Dicko (ou d'autres), car leur arrivée au pouvoir ne signifiera aucunement un progrès dans quelque domaine que ce soit. On a vu à Tombouctou et dans certaines localités au nord du Mali ce que ces gens-là (ou leurs semblables d'autres tendances) sont capables d'imposer lorsqu'ils parviennent au pouvoir.

Dans la crise actuelle, les travailleurs ont des choses à dire et à réclamer en tant que classe sociale exploitée. »

*Le Pouvoir aux travailleurs*

## Un paradis pour les capitalistes...



BP/wikimedia Commons/CCBY-SA 4.0

L'Union européenne a placé l'Île Maurice sur sa « liste grise » des paradis fiscaux. Ce classement signifie que l'île sœur doit se mettre à un « régime fiscal équitable » à l'instar des Seychelles, du Botswana et bien

d'autres pays tout aussi attractifs pour les gros capitalistes du monde entier.

Maurice est un havre de paix pour les entreprises locales mais également pour les sociétés offshore à qui le pays octroie des facilités avec plus ou moins de transparence.

Ainsi, celles-ci peuvent profiter en toute quiétude d'un régime fiscal alléchant qui présente de gros avantages comme 15 % d'imposition sur les bénéfices des sociétés, 15 % d'imposition sur les revenus personnels, pas d'imposition sur les plus-values, sur les dividendes, libre rapatriement des bénéfices, exemption des droits de douane sur toute marchandise importée à travers le port franc, etc.

Rien d'étonnant dans ces conditions que l'Agence mauricienne de promotion des activités financières

ait dénombré en 2017 pas moins de 967 fonds d'investissement, 450 structures de capital-risque, 23 banques internationales, plus de 20 000 sociétés offshore qui ont élu domicile à Maurice.

La France qui prétend lutter contre « l'évasion fiscale », en est en fait un parfait complice.

En effet, l'État français a signé avec son homologue mauricien une convention en 1980 de non double imposition, reconduite en juin 2011.

Pour peu que les sociétés françaises ou des particuliers français élisent « résidence fiscale » à Maurice (ce qui n'est pas bien compliqué), ils payent leurs impôts sur le revenu et sur les sociétés dans le pays et non en France...

Il n'y pas que le sable doré et le soleil qui attirent les étrangers à Maurice !

## ...pas pour les travailleurs

Si les riches se dorent la pilule à Maurice, les travailleurs mauriciens et étrangers se font exploiter à mort.

À Maurice, le salaire d'un ouvrier ou d'un employé (d'hôtel par exemple) est à peine de 350 euros par mois ; trois fois moins pour les ouvriers étrangers. Les salaires sont si bas, qu'il est fréquent que les travailleurs cumulent deux emplois pour essayer de s'en sortir financièrement. Les hommes et les femmes se tuent ainsi à la tâche pour payer leur loyer, se nourrir et nourrir leur famille, envoyer leurs enfants à l'école, etc.

L'exploitation forcée des travailleurs a permis à Maurice de faire passer la richesse globale du pays d'environ 581 millions d'euros en 1978 à plus de 10 milliards d'euros en 2017.

Mais la distribution des fruits des « miracles » économiques n'arrive pas jusqu'aux classes populaires. Selon un récent rapport de la Banque mondiale, l'écart entre les revenus

des 10 % des ménages les plus pauvres et ceux des 10 % les plus riches s'est creusé de 37 % entre 2001 et 2015.

Malgré les aides gouvernementales faramineuses en leur faveur, des patrons mauriciens ou étrangers notamment du textile, mettent la clé sous la porte et jettent dehors sans vergogne des milliers de travailleurs, prenant parfois prétexte du salaire minimum qui serait trop élevé.

Face à la détérioration de leurs conditions de vie, les travailleurs ne restent pas sans réagir. En février dernier, par exemple, les ouvriers de l'usine de Future Textiles Ltd, de l'ex-député Ram Mardemootoo, ont déclenché une grève pour des augmentations de salaires qui a entraîné ensemble ouvriers bangladais, malgaches et mauriciens. En avril, ce sont 250 ouvriers malgaches de l'usine de textile Firemount qui se sont élevés en avril contre les conditions de travail et de salaires indignes

(salaires entre 75 et 125 euros mensuels, avant déduction de 30 euros pour le dortoir ; horaires de 10 heures par jour).

Travayer pa dekouraze. Ena enn zou kiapel landimin !



LO1

### 9 mineurs morts pour le capital

Au Burundi (pays du centre-est de l'Afrique), 9 mineurs viennent de perdre la vie suite à un éboulement de terrain provoqué par de fortes pluies.

Les responsables de l'entreprise minière faisant fi des risques d'accident au travail ont préféré laisser ces mineurs continuer s'échiner sous terre au risque d'y perdre la vie plutôt que de stopper quelque temps l'extraction

du minerai de coltan (d'où on tire le tantalum et le niobium, utilisés dans la construction électronique et aéronautique) et de tarir pour quelques instants la source de profits alimenté par le travail des mineurs.

« De tels incidents sont régulièrement signalés dans les mines du Burundi mais le pouvoir interdit systématiquement aux autorités locales de communiquer des détails

sous peine de sanctions », écrit le site d'information Africanews.

Le gouvernement burundais a du sang de travailleurs sur les mains, comme les propriétaires des mines africaines et les capitalistes occidentaux qui achètent ces minerais rares à vil prix, car obtenus par l'exploitation sans limites du prolétariat africain !

## COMORES-MAYOTTE

### Traversée Anjouan-Mayotte : l'hécatombe continue

Un nouveau drame s'est produit entre Anjouan et Mayotte dimanche 19 mai. Un kwassa-kwassa transportant sept adultes et sept enfants a chaviré avant de toucher terre faisant deux adultes noyés et un disparu.

La misère qui règne aux Comores ne peut que pousser toujours plus ses habitants à fuir le pays, même au risque d'y perdre leur vie.

La clique qui siphonne en permanence les fonds de l'État como-

rien est bien sûr responsable de cette situation.

Mais l'est tout autant le gouvernement français qui mène la guerre aux pauvres des Comores fuyant cette vie inhumaine en les expulsant sans ménagement de Mayotte et en affichant son intention de porter à 30 000 par an les reconduites à la frontière !

Cependant il ne parviendra pas à empêcher ceux qui n'ont plus rien à perdre de tenter le tout pour le tout

pour échapper à la misère, car c'est le fossé entre nations riches et pauvres qui est à l'origine de ces drames humains.

Cette situation ne prendra fin que si les travailleurs de l'Océan Indien arrachent le pouvoir aux capitalistes et aux politiciens véreux à leur service et instaurent un autre ordre social, basé sur le travail, l'entraide et le respect.

## ÉLECTIONS EUROPÉENNES

### Macron en campagne... de bobards

À quelques jours du vote pour les élections européennes, Macron s'est fendu d'une interview à la presse régionale pour se porter au secours sa candidate en perdition. Et il vante son bilan.

« *Chômage au plus bas* », dit-il : cela remplira d'aise les plus de 6,5 millions de personnes sur les listes de Pôle emploi.

« *Le pouvoir d'achat n'a jamais augmenté de cette manière* », explique-t-il : Macron oublie de dire que c'est sous la pression des mobilisations populaires des gilets jaunes

qu'il a consenti à quelques mesures freinant la dégradation du niveau de vie, sans toutefois que cela permette de mieux remplir les caddies.

« *Les emplois industriels sont recréés* », prétend-il : c'est une claque donnée à la figure des travailleurs d'Arjowiggins, de Ford, dont les usines ferment et à tous ceux qui s'inquiètent des menaces de fermetures comme ceux de Général Electric (ex Alstom) en ce moment.

Il n'y a qu'en direction de la bourgeoisie que Macron tient ses promesses. Et avec zèle.





## Gonthier en marche... sur le terrain du Rassemblement national !

Interviewé sur Réunion Première télé lundi 20 mai dans le cadre des élections européennes, Daniel Gonthier, le maire LR de Bras Panon, a renvoyé dos à dos la candidate de LREM et le candidat du Rassemblement national, en expliquant que la politique du gouvernement actuel tourne le dos aux intérêts des Réunionnais. En tout cas il ne s'agit pas des patrons réunionnais qui bénéficient largement des aides de l'Europe pour moderniser leurs entreprises et répondre à des marchés juteux financés avec les fonds de Bruxelles.

Le journaliste a alors relancé Gonthier sur ce qui distinguait Les

Républicains du Rassemblement national et l'on comprit alors qu'ils tenaient tous deux le même langage et utilisaient les mêmes idées nauséabondes pour gagner des voix : en portant leurs attaques d'abord contre les immigrés et en prétendant relancer l'économie française en réinstaurant des frontières entre les différents pays européens.

Pas à une contradiction près, Daniel Gonthier a réclamé plus de moyens financiers de la part de l'Europe pour que les patrons réunionnais puissent partir à la conquête des marchés de l'Océan indien ! Ce politicien milite donc pour que plus de liberté et de moyens institutionnels

soient accordés aux capitalistes pays. Il ne voit pas d'inconvénient à ce que leurs capitaux puissent exploiter la main-d'oeuvre bon marché de la région, mais s'oppose à ce que cette liberté soit accordée aux pauvres de l'Océan indien pour qu'ils puissent s'installer là où ils veulent, là où ils peuvent espérer une vie meilleure.

Un politicien bien à l'image du système capitaliste qu'il défend. Un système mû uniquement par la recherche du profit et fondamentalement hostile aux travailleurs et à leurs intérêts.

### Echos de campagne ...à Saint Philippe

**Jean Yves Payet accompagné d'autres militants de Lutte ouvrière, a rencontré dans la ville de Saint-Philippe des travailleurs, pour la plupart ouvriers du bâtiment, agent au centre hospitalier ou dans une entreprise d'aide à la personne.**

La question des taxes soulevée au cours du mouvement des gilets jaunes en novembre, est revenue plusieurs fois dans la discussion. Pourquoi le gouvernement taxe-t-il les carburants mais pas la grande fortune ?

« Si le gouvernement créait des taxes contre les banques, ce serait un moyen de faire rentrer l'argent dans les caisses de l'État » a dit une travailleuse de l'hôpital du sud de l'île.

Jean Yves Payet approuve et rajoute que bien sûr il faut taxer les capitalistes ; qu'il faut prendre sur leurs profits. Il n'est pas juste que les gouvernements prennent toujours dans la poche des plus pauvres pour donner aux riches. Le gouvernement Macron en ne rétablissant pas l'impôt sur la fortune, ne veut pas toucher aux riches. Il serait possible de les faire payer à condition que les travailleurs l'imposent en se mettant en mouvement.

Un ouvrier du BTP, qui cumule contrats de chantier sur contrats de chantier dans une grande entreprise, filiale du groupe Bouygues, a fait part des conditions de travail difficiles, notamment sous la chaleur. Il souhaiterait que ses patrons appliquent la loi sur la pénibilité mais ceux-ci font fi des lois votées par les élus car « ce sont les patrons qui décident ».

Il a raison de penser que les patrons veulent toujours plus. Ce sont les multinationales qui dictent leur politique aux Macron, aux Hollande comme à Mitterrand en son temps. Ce qui faisait dire à une employée de l'hôpital : « le gouvernement est fait pour les patrons, pas pour les travailleurs. »

Elle ne fait plus confiance aux politiciens qui, d'après elle, nous mentent et surtout se remplissent les poches.

À ce propos Jean Yves Payet souligne que les politiciens ne font qu'imiter les capitalistes, ils sont dans les « normes » de cette société capitaliste fondée sur le vol du travail humain. Ce ne sont pas des politiciens mais les travailleurs en lutte qui inverseront le rapport de force entre les classes populaires et la bourgeoisie. Rappelons-nous que les

avancées sociales les plus importantes ont été imposées aux bourgeois, à tous les patrons, non par les élections mais par de grandes grèves comme en 1936 quand les travailleurs ont occupé les usines.

Pour être plus forts et préparer les futures luttes les travailleurs ne doivent pas se laisser diviser entre ceux qui ont un emploi et ceux qui en sont privés, les travailleurs « Réunionnais » opposés aux travailleurs étrangers, etc. Le seul ennemi, le seul étranger, c'est le patron.



## Nathalie Arthaud lors du meeting le 10 mai à Paris : “Pour un parti communiste révolutionnaire”

« Cette campagne électorale nous permet de rencontrer un milieu plus large que celui que nous côtoyons habituellement. Nous organisons des réunions publiques, comme celle-ci et d'autres beaucoup plus petites, mais tout aussi intéressantes ! Nous invitons des gens qui viennent pour la première fois à une réunion politique, nous faisons du porte-à-porte, nous allons sur les marchés, à la sortie des bouches de métro. Tout cela fait partie de la construction du parti.

Mais si vous vous retrouvez dans ce que nous avons dit ce soir, et si cela vous incite à vouloir convaincre autour de vous que la seule chose utile à faire pour un exploité dans ces élections c'est de voter pour la

liste Lutte ouvrière, c'est de raisonner avec un point de vue de travailleur, alors vous aussi vous contribuerez à la construction de ce parti.

Convaincre ses voisins, sa famille, ses collègues de travail qu'il faut que la classe ouvrière parle de sa propre voix, cela participe de la construction du parti. Toutes les discussions et les traces qu'elles laisseront dans les esprits, qui se traduiront pour certains par le geste bien concret de voter pour notre liste, tout cela participe de la construction du parti.

Après les élections, les urnes rangées, le travail continuera. Les nouveaux liens humains que cette

campagne a permis peuvent persister sous forme de contacts maintenus ou de comités qui se réunissent dans les quartiers ou les villes ouvrières, pour continuer de discuter entre travailleurs. Tout ce qui subsiste est précieux.

Même si aujourd'hui les travailleurs n'ont pas confiance en leur force collective et qu'ils subissent les coups redoublés de la bourgeoisie et de son État, nous avons une confiance totale dans leur capacité à changer la société. Incarner cette perspective politique, la maintenir vivante en y gagnant des jeunes et des travailleurs sera un gage pour l'avenir. »

## Ghislaine Joachim-Arnaud lors du meeting le 10 mai : “Des fortunes construites sur le trafic d'esclaves”

« L'histoire de l'impérialisme français a fait que je suis française et européenne, bien que je vive et que je milite en Martinique, à 7 000 km d'ici. [...] Nous sommes conviés à nous prononcer sur l'avenir de l'Europe, en même temps que des centaines de milliers d'électeurs dispersés de l'océan Pacifique à l'océan Atlantique, de Tahiti à la Guyane, de Mayotte à Saint-Pierre-et-Miquelon.

Cette situation juridique résulte de plusieurs siècles d'histoire, marqués par le brigandage capitaliste à l'échelle du monde, du trafic d'esclaves au génocide de peuples

amérindiens et de bien d'autres. Marqués aussi par l'économie de plantation, à laquelle nombre de ces peuples dispersés ont dû participer, certainement pas de gré, mais de force, qui a construit la fortune de la grande bourgeoisie française.

Alors, notre présence sur la liste, c'est une protestation contre tout ce passé et surtout contre la façon dont ce passé se perpétue encore aujourd'hui de multiples manières, ne serait-ce que parce que les parasites les plus riches sur le sol des Antilles dites françaises sont les descendants des anciens propriétaires d'esclaves. »



## Arlette Laguiller le 10 mai : “Le capitalisme n'est pas l'avenir mais le passé”

« Nous nous présentons aux élections [...] pour défendre une politique communiste révolutionnaire. [...] Nous le faisons pour faire entendre la voix de celles et ceux qui considèrent que le capitalisme ne représente pas l'avenir mais le passé. L'humanité crève d'une organisation sociale basée sur l'appropriation pri-

vée des richesses qui devraient appartenir à tous, basée sur le monopole d'une classe privilégiée sur les moyens de production, basée sur la concurrence, sur l'argent. Nous participons à cette campagne électorale, comme à toutes les autres, pour affirmer que seul le prolétariat, la classe de ceux qui n'ont que leur

salaire pour vivre, a collectivement la force de mettre fin à cet ordre social qui impose à l'humanité des souffrances infinies. [...] Les élections, les européennes comme les autres, sont la continuation de notre politique au quotidien par d'autres moyens. »

## Jean-Pierre Mercier le 10 mai : “Arnault, Pinault et leurs milliards”

« L’incendie de la cathédrale Notre-Dame est évidemment un désastre, pour tous ceux qui sont attachés aux merveilles que l’ingéniosité et les mains des travailleurs ont su créer au cours des siècles. Mais cette catastrophe culturelle est-elle plus grave que le fait que près d’un million de personnes mangent aux Restos du cœur dans ce pays ? Est-elle plus grave que la mort de 566 SDF dans la rue l’an dernier ? Que les millions de gens qui ne se soignent plus, parfois ne se chauffent plus l’hiver, par manque d’argent ? Est-elle plus grave que les usines qui ferment, que les travailleurs jetés à la rue sans perspective de retrouver jamais un emploi, est-elle plus grave que les conséquences de la véritable guerre sociale que chaque jour les patrons

de ce pays mènent contre le monde du travail ?

Eh bien, pour les grandes familles bourgeoises, il semble que oui, puisque ces gens, qui nous expliquent à longueur d’année, dans les usines, que remplacer un carreau cassé va mettre en péril la compétitivité de l’entreprise, ont su trouver un milliard d’euros pour Notre-Dame en un claquement de doigts. [...]

Ce sont ces gens qui, en 24 heures, ont sorti de leur poche qui 100, qui 200 millions d’euros, ce sont les Arnault, Pinaud, Bolloré, Bettencourt-Meyers ! [...] Un milliard d’euros, pour vous donner un ordre d’idée, c’est la somme nécessaire pour payer, pendant un an, un salaire de 1 800 euros par mois, cotisations comprises, à près de 30 000 travailleurs !

Alors oui, l’argent, l’argent nécessaire pour vaincre le chômage, il est là. [...] »



## Réponse de Jean Yves Payet à l'association COSALADI

**Eric Magamootoo, le vice-président de l'association COSALADI a adressé une « lettre ouverte » relative au diabète à Jean Yves Payet qui lui a répondu en ces termes :**

Je prends bonne note que votre association s’est nouvellement constituée pour « déclarer la guerre au diabète ».

Je crois que vous serez intéressés par l’article paru le 1er mars 2017 dans notre Journal Lutte ouvrière Ile de La Réunion :

« Trois cent médecins ont dénoncé la décision du gouvernement de faire près de 39 millions d’économies sur trois grands hôpitaux publics à La Réunion.

C’est environ 250 postes qui doivent être supprimés d’ici 2021, alors que le besoin de la population ne cesse de progresser, notamment du fait que l’île est touchée par une véritable explosion des maladies chroniques comme les insuffisances cardiaques, l’asthme, le diabète, l’obésité, l’hypertension ou encore l’insuffisance rénale, a révélé un rap-

port sénatorial en octobre dernier. C’est donc en toute connaissance de cause que le gouvernement a pris sa décision de faire ces économies sur le dos des malades.

De l’autre côté, les patrons des cliniques privées continuent à obtenir toujours plus de moyens pour développer leurs affaires et obtenir de plus en plus d’habilitations pour des lits supplémentaires.

Rappelons au passage que le gouvernement a fait, grâce au CICE, un cadeau de plus de 120 millions d’euros au patronat de La Réunion uniquement pour l’année 2016. Alors de l’argent il y en a. Les médecins, les infirmiers, les aides-soignants, les personnels techniques ont raison de dénoncer et de refuser cette décision abjecte que le gouvernement veut leur imposer. »

Comme vous pouvez le constater ce délaissement de la santé publique des classes populaires, l’hypocrisie et le cynisme qui prévalent dans les décisions politiques et les protestations platoniques, me révoltent.

Si le diabète progresse à La

Réunion c’est que la pauvreté est mère de tous les maux. Le chômage de masse, le mal logement, sont des terrains fertiles qui se conjuguent à la mal bouffe orchestrée par la grande distribution à commencer par l’excès de sucres.

Aujourd’hui encore, rien n’est fait pour doser le taux de glyphosate chez les Réunionnais.

Cela a été fait en France et les tests ont révélé des taux très élevés chez les Français. À La Réunion, le taux de glyphosate pourrait être plus élevé. Celui-ci est probablement diabétogène.

La santé est malade du capitalisme. Aussi, si investir pour éradiquer le diabète, comme bien d’autres maladies, est un combat légitime et indispensable il doit inclure le combat pour l’éradication de la recherche du profit capitaliste.

## Lettre de Jean Yves Payet, candidat de La Réunion

Chers camarades et amis,

Je suis né dans une famille de militants très actifs dans le Parti Communiste Réunionnais à Saint Benoît. Ma mère et mon père furent ouvriers agricoles, puis petits planteurs de canne à sucre. Dans mon enfance et mon adolescence les vacances se passaient dans les champs de canne pour aider les parents.

Après le Bac, je suis parti faire des études agricoles à Bourges où j'ai rencontré des hommes et des femmes dévoués aux intérêts politiques des travailleurs. Ces militants communistes révolutionnaires m'ont fait comprendre la phrase de Lénine « *seule la vérité est révolutionnaire* ». J'ai été incité à rechercher ce qu'étaient réellement les idées communistes loin de toutes les caricatures.

À mon retour à La Réunion, j'ai contribué avec d'autres camarades, à la création du groupe Lutte ouvrière pour défendre les intérêts politiques des travailleurs et les idées du communisme. Depuis 1990, nous faisons connaître nos idées de lutte de classe au travers de toutes les campagnes électorales.

En tant que militant communiste, je rencontre des travailleurs qui subissent l'injustice, les bas salaires, les licenciements, le chômage de masse, les retraites de misère mais aussi des travailleurs qui se regroupent pour défendre leur intérêt commun.

C'est dans ce cadre que j'ai été amené à prendre des responsabilités à la CGTR comme secrétaire de l'Union régionale est.

Par ailleurs, dans mon activité professionnelle comme conseiller des petits planteurs en difficultés financières je rencontre la misère de ces familles de travailleurs de la terre.

La jeunesse est devant le mur d'un chômage de masse.

Je suis révolté par toutes ces aberrations. C'est pourquoi je suis communiste.

J'appelle tous ceux qui, comme moi, sont révoltés de voir la situation des classes populaires se dégrader pour permettre aux capitalistes de s'enrichir par milliards à voter le 26 mai prochain pour la liste Lutte ouvrière conduite par Nathalie Arthaud.

Je suis personnellement candidat en douzième position sur cette liste qui s'intitule « *Contre le grand capital, pour le camp des travailleurs* ».

Fraternellement

Jean Yves PAYET  
Mai 2019



Les affiches de L.O. à Mafate et à Mayotte



### ABONNEMENT

**12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €**

**Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois**

**NOM:**

.....

**Prénom :**

.....

**Adresse:**

.....

.....

**Ci-joint par chèque la somme de .....euros**

Pour nous contacter :

*Lutte ouvrière*

BP 184

97470 SAINT-

BENOÎT

e-mail :

contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*

Commission paritaire n°

1019C85576

Directeur de publication : Didier

Lombard

Tirage : 100 exemplaires

ISSN : 2552-7282